LA MOBILISATION: C'EST MAINTENANT!

EDITO

Malgré la conférence sociale de

juillet, et l'engagement du gouvernement pour une sécurisation de l'emploi, le 11 janvier dernier a été signé, par les organisations patronales ainsi que 3 organisations syndicales de salariés (CFDT-CGC-CFTC), un accord scélérat d'une extrême dangerosité pour les droits et l'avenir des salariés.

Cet accord qualifié d'historique par le gouvernement n'a d'historique que le recul social qu'il entraînera s'il est retranscrit dans la loi.

Notre responsabilité est largement engagée. Nous avons à gagner toutes et tous ensemble la mobilisation et la mise en mouvement par l'action du plus grand nombre.

Nous ne pouvons rester l'arme au pied.

Le dernier journal de l'Ud a largement argumenté point par point la position CGT. Du matériel est toujours à disposition de toutes et de tous pour poursuivre une campagne d'information des salariés et l'amplifier (4 pages confédéral, site internet confédéral et de l'UD).

Alors le changement, c'est pour quand?

Des luttes fleurissent çà et là, combattant tant les fermetures d'entreprises que les conditions de travail (HÔPITAL de Jossigny). Les Négociations Obligatoires en Entreprise (NOE) sont aussi le moment propice à celleci, et lorsqu'elles sont menées, les salariés en sortent gagnants (SCADIF).

La CGT, ses actions, sa démarche et ses propositions gardent toute la confiance des salariés et ce quelle que soit la taille de l'entreprise ou son statut. Pour exemple, les salariés des TPE en décembre dernier ont largement porté en tête la CGT (29,8%), 10 points devant les seconds la CFDT; le 5 février, lors de l'élection du conseil d'administration de la SNCF et ses filiales, la CGT arrive à nouveau en tête avec 40 % des voix et en augmentation de +2,5 %.

Malgré les blackouts médiatiques sur les luttes et succès en cours et la campagne médiatique qui voudrait faire croire que la CGT se radicalise pour masquer le réalisme de nos propositions pour sortir de cette crise, pour laisser à croire que seul l'intérêt des entreprises (et de ses actionnaires!) doit être la priorité de notre économie, la mobilisation

contre l'austérité se renforce dans toute l'Europe.

Après la journée d'action du 31 janvier dans la fonction publique et chez les cheminots, le 7 février chez les personnels des organismes sociaux, le 12 février dans l'éducation nationale et les services publics territoriaux, les luttes chez PSA, Renault,les mobilisations s'intensifient: la trêve des confiseurs serait elle close?

<u>Le 14 mars</u> : une manifestation aura lieu à Bruxelles, à l'initiative de la CES contre les politiques d'austérité, la CGT y sera bien entendue présente.

<u>Le 5 mars</u> : la CGT et FO appellent à une journée d'action, de manifestations et d'arrêts de travail dans toute la France pour condamner la

signature par 3 organisations (*minoritaires*) de l'ANI du 11 janvier mais aussi et surtout porter d'autres solutions

pour la relance économique passant par l'Emploi, les Salaires et une Protection Sociale de haut niveau. Cette journée précédera le conseil des ministres qui discutera du projet de loi suite à l'ANI sur la sécurisation de l'emploi et de son éventuel passage devant l'Assemblée Nationale et le Sénat prévu en avril en procédure d'urgence.

Sur le département, la CGT 77, FSU 77 et Solidaires 77 appellent à un rassemblement devant le Medef 77 suivit d'une manifestation <u>le 21 février à 12h30</u>, car nous ne pouvons laisser se poursuivre sur notre département la casse de l'emploi qu'il soit privé ou public, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi et de précaires, les attaques de plus en plus répétées au droit syndical, ni le chantage à l'emploi et les modérations salariales qui l'accompagnent.

Toutes et tous unis, faisons en sorte que chaque lutte, chaque mobilisation viennent se renforcer et renforcer le rapport de forces contre le patronat et les politiques d'austérité du gouvernement.

Rien ne pourra se faire sans Nous!

Valérie **LESAGE** Secrétaire Générale de l'UD CGT 77

Sommaire

Page 1 Edito - La mobilisation, c'est maintenant!
Page 2 ORGA / VIE SYNDICALE - Bienvenue
Page 3 ORGA / VIE SYNDICALE - Déploiement
Pages 4-7 4 pages UD « POUR L'EMPLOI »
Pub EN-PARTANCE
Encart Recto/Verso UD « POUR L'EMPLOI »

Le Journal de l'UD CGT 77

15, rue Pajol
77007 Melun Cedex
Tél. 01.64.14.26.77
Fax 01.64.14.26.81
E -mail udcgt77@wanadoo.fr
Directeur de la publication:
Jean Louis CHOMET
Comité de rédaction:
La direction de l'UD CGT 77
Impression: UD CGT 77

Commission paritaire : 0515 S 07367 Prix de vente au numéro : 0 € 76

Mensuel



Compteurs:

FNI 2012 (sur 12 mois) : 5 695

FNI 2011: 7 844





BIENVENUE!

out d'abord, bienvenue aux 9 nouveaux syndiqués 2013 et félicitations aux syndicats:

- des communaux de Champs,
- de la CAF Melun
- et du CFA de Nangis

qui nous ont remonté l'information.

Cela permet de démarrer un compteur à 9 syndiqués (connus) au mois de janvier.

Nous nous sommes dotés d'un outil d'échanges d'infos consacré à l'orga : Le « Flash Orga ».

Vous le recevrez 2 fois par mois, accompagné d'un questionnaire destiné à faire remonter les nouvelles bases et les nouveaux syndiqués.

Il ne s'agit pas d'une tâche administrative.

Comptabiliser, faire connaître les nouveaux syndiqués CGT, au-delà de créer une dynamique. c'est avoir une vision plus précise du niveau du rapport de forces dans notre départements.

Action on ne peut plus politique n'est-ce pas ?

Alors, renvoyez le questionnaire à l'UD

FNI 2011

Le CCN accorde une « prolongation » pour l'exercice 2011.

Nous avons encore quelques jours, jusqu'au 28 février, pour passer le cap des 100 % (1956 FNI).

Encore un effort, nombre d'individuels ne sont pas réglés (entre autres).

A vos chéquiers.















DEPLOIEMENT

Même si nous atteignons les 100 % pour 2011, le ralentissement de la progression de nos adhérents est évidente.

Nous devons réagir.

Pour cela, une seule démarche efficace : ALLER ÀLA RENCONTRE DES SALARIÉS ET LEUR PROPOSER L'ADHÈSION.

L'exemple des communaux de Champs ou des camarades de la CAF Melun prouve que c'est possible.

Ciblons les salariés des TPE. Nous avons été les voir pendant la campagne électorale <u>et</u> nous avons gagné ces élections.

Le savent-ils?

En tout cas, ce ne sont pas les médias qui les ont informés.

- ⇒ Allons à leur rencontre finir le travail. Proposons-leur de s'organiser pour défendre leurs intérêts.
- \Rightarrow Ciblons les territoires où nous sommes en régression.
- ⇒ Créons des moments de rencontre avec les salariés sur ces territoires.
- ⇒ Ciblons les salariés du Commerce et de la distribution.

Ce sont les plus nombreux en Seine-et-Marne. Souvent sans contact avec une organisation syndicale.

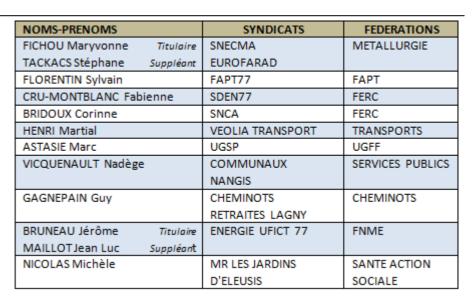
Allons leur proposer de nous rejoindre.

Ce ne sont pas les arguments qui nous manque pour convaincre d'adhérer alors...

A vos plans de travail...

Délégués co-mandatés au 50^{ème} Congrès pour le 77 :





Progression des adhésions





POUR L'EMPLOI,

IL FAUT:

🛨 de SALAIRE, 🛨 de SÉCURITÉ

e 11 janvier 2013, un accord historique pour le MEDEF était signé par des syndicats minoritaires à savoir CFDT, CFTC, CGC visant à « sécuriser l'emploi ».

En fait, cet accord national interprofessionnel (ANI) sécurise les profits et précarise l'emploi!

En effet, en réduisant les possibilités d'intervention des salariés, les possibilités de recours juridiques, facilitant les licenciements collectifs, cet accord est un nouveau cadeau pour les employeurs.

En contrepartie, les avantages pour les salariés sont renvoyés à de futures négociations comme la Mutuelle prévues pour 2016 dont les garanties

minimales sont inférieures à la Couverture Maladie Universelle Complémentaire! (CMUC).

Ce texte modifie profondément le Code du Travail.

Il doit être légiféré.

Il sera présenté au Conseil des Ministres début mars.

PRIORITE ENMERDES PAS CA POUR LES PANETACE POUR LES PANETACE PARITIONAL SALARIDES. DE RICHESSE!

La logique économique et sociale développée par le Gouvernement reprend intégralement les propositions du MEDEF, c'est-à-dire l'AUSTÉRITÉ.

En Espagne, en Italie, en Grèce, au Portugal, l'austérité produit partout les mêmes effets.



ANI (ACCORD NATIONAL INTERPROFESSIONEL)

UN NET RECUL DES DROITS DES SALARIÉS

Quelques exemples:

Mobilité interne :

- Un employeur pourra, s'il juge que son entreprise est en difficulté, décider de mesures de mobilité dans les autres sites du groupe.
- ➡ En cas de refus, le salarié pourra être licencié pour « motif personnel » et non économique.

Grâce à cet a accord, l'employeur n'aura plus à mettre en œuvre un « plan social » qui ouvre des droits en termes de reclassement pour les salariés.

Accord « maintien dans l'emploi » :

L'employeur jugeant son entreprise en difficulté pourra pendant 2 ans, moduler le temps de travail, faire varier les horaires ou <u>baisser les salaires</u>. Bosch et Continental s'y sont essayés, ces entreprises sont aujourd'hui fermées.

Une mutuelle pour tous?

Pas avant 2016, et faute d'accord, la couverture santé sera faible, à savoir :

- ➤ 100% de la base sécu pour les consultations et actes techniques
- ➤ 125% sur les prothèses dentaires
- > 100€ de forfait optique par an.

C'est moins que la CMU Complémentaire!

(Couverture Maladie Universelle)

L'AUSTÉRITÉ, C'EST :

TOUJOURS + POUR LES ACTIONNAIRES

Depuis les négociations « compétitivité emploi » qui attribuent 20 milliards d'€ supplémentaires en crédit d'impôts aux entreprises, les exonérations de cotisations sociales et fiscales pour les patrons atteindront 200 milliards d'€ en 2013. C'est la première ligne de dépenses en budget de l'état.



| Dividendes en milliardsd'€ versés aux actionnaires dans les entreprises non financières | | | |
|---|-------|--|--|
| 2005 | 163,6 | | |
| 2006 | 187,8 | | |
| 2007 | 206,8 | | |
| 2008 | 222,5 | | |
| 2009 | 220,4 | | |
| 2010 | 194,5 | | |
| 2011 | 211,8 | | |

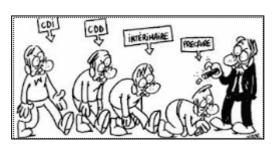
Source INSEE

Ces sommes attribuées sans contreparties ni contrôle de leur efficacité sont prélevées sur le financement des Services Publics donc sur l'éducation, la santé, les impôts...

200 milliards d'€ qui tombent dans les poches des actionnaires :

POUR LES SALARIÉS : CHÔMAGE ET PRÉCARITÉ!

Entre 2005 et 2012, le nombre de chômeurs passe de 2,36 millions à 3,132 millions. Fin 2012, le nombre de pauvres en France avoisine les 9 millions.



CHÔMAGE

LES CHIFFRES DE SEINE-ET-MARNE

Au 31 décembre 2012 :

- 80 000 demandeurs d'emploi soit + 11 % en 1 an !,
- 1 740 propositions d'emplois « durables » (contrats de + de 6 mois) soit – 24 % d'offres d'emplois.

POUR SORTIR DE LA CRISE, IL FAUT :

+ DE POUVOIR D'ACHAT

Notre travail produit chaque année environ 2 000 milliards d'€ de richesses (c'est le PIB).

57 % de ces richesses sont dues au moteur économique qu'est la consommation.

Aujourd'hui, pour relancer l'économie, il faut augmenter :

- ✓ Les salaires,
- ✓ Les pensions
- ✓ Les minima sociaux

→ La CGT propose un SMIC à 1 700 € bruts comme départ de grilles de salaires et de minima sociaux.

SCADIF





LES SALARIÉS GAGNENT AVEC LA CGT:

Dans le cadre de NOE (Négociations Obligatoires à l'Entreprise), la Direction de cet entrepôt de conditionnement et de transport pour la grande distribution propose + 1,1 % d'augmentation générale et la modification des rythmes de travail.

Les salariés, réunis et informés par la CGT, décident 1 h00 de débrayage et le 10 janvier 2013. <u>Ils obtiennent</u>:

- 2 % d'augmentation pour tous,
- Un minimum de 45 € pour les salaires à 1 500 € bruts (+ 3 %),
- La baisse du palier ouvrant droit à la prime de production,
- La prise en charge de la Mutuelle par l'employeur à hauteur de 60 %,
- L'augmentation de la prime de vacances + 30 €,
- L'annulation de la modification des rythmes de travail.

D'EMPLOIS INDUSTRIELS

La baisse de consommation enregistrée en 2012 est liée à la baisse continuelle de pouvoir d'achat et à la hausse du chômage.

Le patronat, pour garder ses marges de bénéfices, ferme des entreprises industrielles.

Pour l'automobile, ce sont plus de <u>15 000 emplois directs</u> qui seront supprimés.

Pourtant, l'âge moyen du parc automobile hexagonal augmente. Il passe de 6 ans en 1991 à plus de 8 ans en 2012.

En parallèle, les groupes de l'automobile continuent de toucher des exonérations de cotisations sociales et fiscales issues de nos impôts.

Plutôt qu'accompagner le patronat avec les exonérations de cotisations sociales et fiscales, la CGT revendique :

- ✓ L'attribution d'exonérations sociales (30 milliards/an) conditionnées :
 - A la création d'emplois stables (CDI),
 - A la politique salariale de l'entreprise.
- ✓ Favoriser le développement de la recherche, l'innovation et l'investissement productif en conditionnant une partie des exonérations fiscales à ces critères.
- √ La sécurisation des parcours professionnels permettant de conserver les savoir-faire industriels.

Coût horaire de la Main d'œuvre

| | Industrie | Services |
|-----------|-----------|----------|
| Zone euro | 27.82 € | 25.72 € |
| Portugal | 9.89 € | 12.80 € |
| France | 30.12€ | 32.08€ |
| Allemagne | 33.37€ | 26.81€ |
| Belgique | 36.70 € | 35.74 € |
| Danemark | 34.76 € | 36.93€ |

Source: Insee, Emploi et salaires, 2012



+ DE SERVICES PUBLICS

Les cadeaux aux employeurs sont puisés directement sur le financement des Services Publics.

Il en résulte :

- La privatisation des Services Publics dans les hôpitaux, la gestion de l'eau, les espaces verts, les collectes d'ordures ménagères... Au final, c'est l'usager qui paye la note,
- Moins de moyens pour répondre aux besoins,
- Education Nationale: classes surchargées, taux d'encadrement très bas,
- > Le transfert d'activités du public au privé vient encore enrichir les actionnaires!

La CGT revendique le développement des services 100 % Publics de proximité

EDUCATION NATIONALE

MOINS DE PROFS EN FRANCE

La France dispose d'un taux d'encadrement (nombre d'élèves par enseignant) le + faible d'Europe en Primaire.

50 000 postes ont été supprimés entre 2007 et 2010 (*Source : Le Figaro du 16/02/2011*).

Le 77, mieux que... MAYOTTE :

La Seine-et-Marne est avant dernier département en termes de taux d'encadrement malgré les effets d'annonce du Ministre, avec 4,98 enseignants pour 100 élèves contre 5,21 dans le 93 et une moyenne nationale de 5,1!

POUR + D'EMPLOIS, IL FAUT + de POUVOIR D'ACHAT ET + DE SÉCURITÉ :

La CGT 77 appelle les salariés, retraités et privés d'emploi à imposer d'autres choix :

- En empêchant la transcription dans la loi de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier,
- Par l'augmentation des salaires, pensions et mini garantis,
- Par le développement de l'emploi industriel et dans les services publics.

CH JOSSIGNY



lls luttent à Jossigny

Le CH (hôpital) de Jossigny (77) est en grève depuis le 31 janvier 2013.

- E Le manque de moyens humains,
- (3) les conditions de travail extrêmement dégradées,
- (3) les organisations de travail,

en sont les causes.

Actuellement il y a une augmentation de + de 16 % de l'activité des urgences.



Les usagers rencontrés soutiennent le mouvement des hospitaliers tant les conditions d'accueil sont dégradées (attente 45 mn avant de s'inscrire aux consultations, parking payant, impossibilité de joindre l'hôpital.

Le plan de modernisation de l'action publique (MAP) basé sur des critères financiers atteint ses limites.

La CGT et les salariés restent mobilisés.

A l'appel de la CGT 77, la FSU 77 et SOLIDAIRES 77



Le 21 février 2013

PARTICIPEZ AU RASSEMBLEMENT

Devant le patronat de Seine-et-Marne – 1 Avenue des pins 77000 LA ROCHETTE A 12h30 pour converger vers le Conseil Général et la Préfecture

DOMES! Donnez du sens à vos vacances ILE-DE-FRANCE



Voyager Partir Visiter S'évader Découvrir S'ÉCHAPPER Partager RENCONTRER

catalogue 2012 groupes 2012

• • • réseau ANCAV